

EUROBAROMÈTRE 74

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

AUTOMNE 2010

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que ses auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
1. Une sortie de crise difficile	4
1.1 Un tableau encore très pessimiste de la situation en France ...	
1.2 ... mais des perspectives qui s'améliorent toutefois	
2. De très fortes attentes à l'égard de l'UE dans la lutte contre la crise	7
2.1 Un Europe légitime pour lutter contre la crise et réformer les marchés financiers ...	
2.2 ... aux côtés d'autres acteurs	
3. Des jugements mitigés sur l'Union européenne mais une demande de plus d'Europe	10
3.1 Une stabilisation de la confiance dans les institutions européennes ...	
3.2 ... et toujours le souhait de plus d'Europe	
Spécifications techniques	13

Introduction

Les sondages Eurobaromètre "Standard" sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale de la Communication, Secteur opinion publique). La présente étude est menée dans les 27 pays membres de l'Union européenne, dans les quatre pays candidats (Croatie, Turquie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Islande) et dans la Communauté chypriote turque située dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Dans chaque pays, un questionnaire identique est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de 15 ans ou plus, interrogé en face-à-face.

Cette enquête « **Eurobaromètre 74** » est réalisée en France du 12 au 29 novembre 2010 par l'institut **TNS Sofres** auprès d'un échantillon représentatif de 1 036 personnes âgées de 15 ans ou plus dans un contexte politique extrêmement chargé.

- ① **Sur le plan international**, ce sondage débute juste après le sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 réunis à Séoul. A défaut de pouvoir à lui seul remédier aux déséquilibres majeurs dans les échanges internationaux, celui-ci s'est achevé le 12 novembre sur un accord visant à réduire les tensions, notamment entre les Etats-Unis et la Chine.

Dans le même temps, la situation des banques l'ampleur du déficit public en Irlande suscitent des inquiétudes croissantes sur les marchés financiers à tel point que le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy déclare solennellement le 16 novembre 2010 que la zone euro et l'Union européenne « *ne survivraient pas* » si les problèmes budgétaires actuels de certains pays n'étaient pas résolus.

Dans cette atmosphère relativement fébrile, le gouvernement irlandais officialise le 21 novembre sa demande d'aide internationale et la semaine suivante, l'Union européenne valide un plan d'aide à l'Irlande de 85 milliards d'euros.

- ② **En France**, le mois de novembre 2010 est marqué par la promulgation de la réforme des retraites, qui avait contribué à une forte tension du climat social et par la reconduction du Premier ministre François Fillon, à l'issue d'un long feuilleton au cours duquel son ministre d'Etat Jean-Louis Borloo avait parfois pu faire figure de favori pour Matignon.

1. Une sortie de crise difficile

A l'automne 2010, les Français se montrent toujours très pessimistes sur la situation économique de la France. Ils anticipent toutefois un peu plus qu'au printemps 2010 une amélioration de la situation ou a minima l'arrêt de la dégradation avec un recul de l'idée que « le pire reste à venir sur le marché de l'emploi ».

1.1 Un tableau encore très pessimiste de la situation de la France ...

L'Eurobaromètre du printemps 2010 affichait des résultats particulièrement négatifs sur la situation économique.

Six mois plus tard, le tableau de bord est légèrement plus encourageant, mais l'écart avec la moyenne européenne a eu plutôt tendance à s'accroître.

- **La situation de l'économie française :** 13 % des Français la jugent plutôt bonne (+ 3 points en un semestre) et 84 % la jugent plutôt mauvaise ou très mauvaise (- 4). Ce dernier chiffre est à comparer aux 70 % d'Européens qui considèrent que leur économie nationale est mal en point.
- **La situation de l'économie européenne :** 17 % de jugements positifs et 70 % de jugements négatifs (soit un recul de dix points des jugements négatifs, qui restent toutefois supérieurs à la moyenne européenne de 64 %).
- **La situation de l'économie mondiale :** 77 % de jugements négatifs contre 67 % pour la moyenne européenne.
- **La situation de l'emploi en France :** c'est sur ce point que les Français émettent les jugements les plus pessimistes avec 92 % d'entre eux qui estiment que la situation est mauvaise, un niveau supérieur de 13 points à la moyenne européenne.

1.2 ... mais des perspectives qui s'améliorent toutefois

Au printemps 2010, la crise de l'euro avait entraîné une nouvelle détérioration du climat avec des anticipations très négatives des Français aussi bien sur le plan macro-économique que sur le plan micro-économique. Six mois plus tard, malgré la crise irlandaise, les anticipations sont un peu meilleures sans avoir retrouvé toutefois le niveau de l'automne 2009.

On note ainsi à l'automne 2010 :

- **Sur la situation économique de la France** : un recul des anticipations négatives (27 %, -12 points en six mois) qui profite davantage au sentiment de statu quo (45 %, +10) qu'à l'idée d'une amélioration (22 %, +2).
- **Sur la situation de l'emploi** : les résultats sont strictement parallèles avec un recul des opinions négatives (31 %, -10) au profit de la réponse « sans changement » (44 %, +9).
- **Enfin sur la situation personnelle** : on revient à des résultats quasi identiques à ceux d'il y a un an avec 35 % des Français qui considèrent que leur vie en général sera meilleure dans les douze prochains mois et 10 % seulement qui s'attendent à une dégradation.

Les perspectives macro-économiques des Français

Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement en ce qui concerne ... ?

	Automne 2009 EB 72	Printemps 2010 EB 73	Automne 2010 EB 74	Écart
La situation économique en France				
Meilleure	31	20	22	+ 2
Sans changement	37	35	45	+ 10
Moins bonne	27	39	27	- 12
Sans opinion	5	6	6	
La situation de l'emploi				
Meilleure	26	19	20	+ 1
Sans changement	33	35	44	+ 9
Moins bonne	37	41	31	- 10
Sans opinion	4	5	5	
La situation économique de l'UE				
Meilleure	30	21	19	- 2
Sans changement	36	32	46	+ 14
Moins bonne	21	37	20	- 17
Sans opinion	13	10	15	
La situation économique dans le monde				
Meilleure	29	20	19	- 1
Sans changement	34	31	45	+ 14
Moins bonne	24	37	23	- 14
Sans opinion	13	12	13	

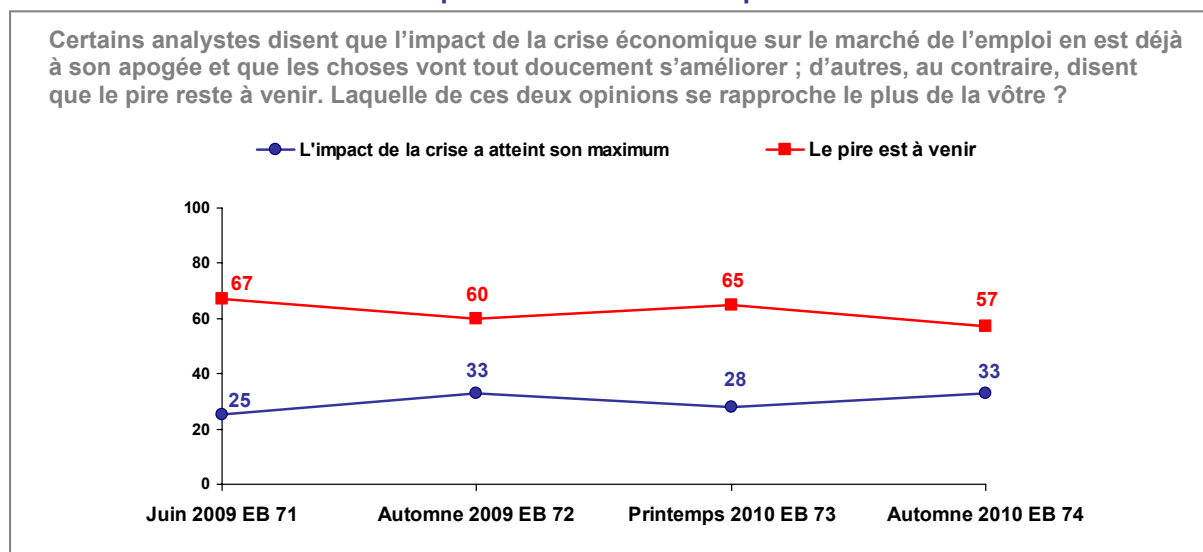
Les perspectives micro-économiques des Français

Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement en ce qui concerne ... ?

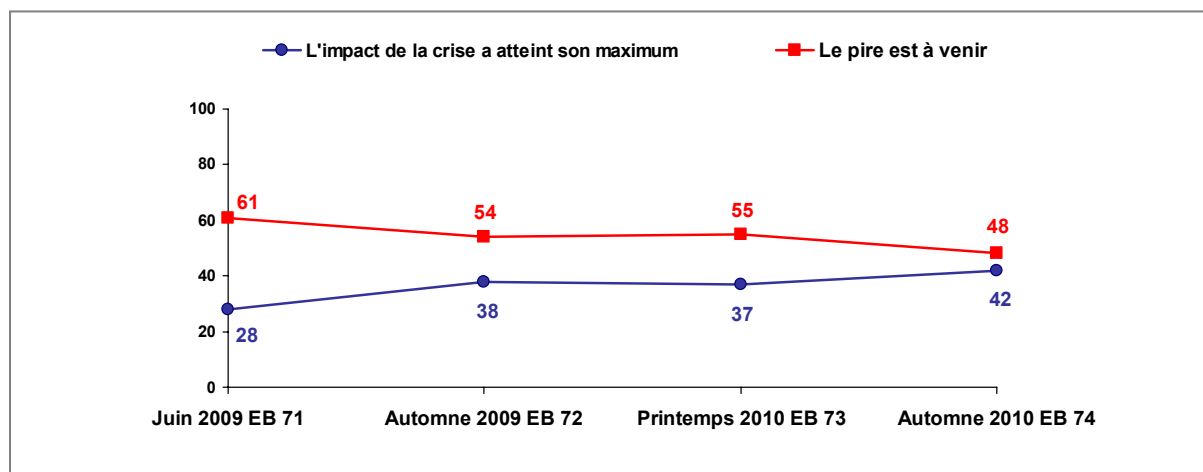
	Automne 2009 EB 72	Printemps 2010 EB 73	Automne 2010 EB 74	Écart
Votre vie en général				
Meilleure	34	28	35	+ 7
Sans changement	53	53	53	=
Moins bonne	11	16	10	- 6
Sans opinion	2	3	2	
La situation financière du foyer				
Meilleure	26	24	26	+ 2
Sans changement	56	55	58	+ 3
Moins bonne	15	18	13	- 5
Sans opinion	3	3	3	

Par ailleurs, si les Français se montrent toujours très inquiets de l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi (57 % d'entre eux considèrent que le pire reste à venir contre 33 % seulement qui estiment que l'impact de la crise sur le marché de l'emploi a déjà atteint son apogée), le pessimisme est moins fort qu'au cours des vagues précédentes. Entre le printemps et l'automne 2010, le sentiment que le pire est devant nous recule ainsi de 8 points, pour s'inscrire désormais à 57% (un niveau tout de même supérieur de 9 points à la moyenne de l'Union).

L'impact de la crise sur l'emploi en France



L'impact de la crise sur l'emploi dans l'UE



2. De très fortes attentes à l'égard de l'Union européenne

Alors que le principe même de réformes est largement soutenu par l'opinion, au niveau domestique comme sur les marchés financiers, l'Union européenne apparaît comme dotée d'une forte légitimité, aux côtés d'autres acteurs.

2.1 Une Europe légitime pour lutter contre la crise et réformer les marchés financiers...

Le souhait d'une réponse européenne à la crise économique et financière est quasiment unanime. **81 % des Français considèrent ainsi qu'une coordination accrue des politiques économiques et financières serait efficace.** Les initiatives actuelles de l'Union européenne en matière de gouvernance économique ou de régulation des marchés sont donc développées dans un contexte favorable en termes d'opinion.

Le rôle de l'UE pour lutter contre la crise

Certaines mesures destinées à combattre la crise économique et financière sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise ?

(En %)	Efficace	Pas efficace	Sans opinion
Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les États membres de l'Union européenne	81	10	9
Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro	81	10	9
Un rôle plus important de l'Union européenne dans la régulation des services financiers	77	12	11
La surveillance et la supervision par l'Union européenne des activités des groupes financiers internationaux les plus importants	77	13	10
Une supervision de l'Union européenne à chaque fois que de l'argent public sert à secourir un établissement financier	75	16	9

A cet égard, on notera que 77% des Français appellent de leurs vœux un **rôle plus important de l'Union européenne dans la régulation des marchés financiers**, un niveau supérieur de six points à la moyenne européenne (les chiffres s'échelonnent de 84% en Belgique et en Slovaquie à 51% au Royaume-Uni).

Dans le détail, 77% des Français croient à **l'efficacité d'une supervision** par l'UE des activités des groupes financiers les plus importants (moyenne UE : 75%). Le soutien est par ailleurs massif sur des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux (idée soutenue par 90 % des Français et 88% des Européens), **l'augmentation de la transparence** des marchés financiers (approbation de 87 % en France comme dans l'UE), l'instauration d'une taxe sur les profits bancaires (86% et 81%), la réglementation des salaires dans le secteur financier (82% et 81%) ou l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (71 % et 61%).

La réforme des marchés financiers mondiaux

Etes-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?

(En %)	Très favorable	Plutôt favorable	Sous-total favorable	Opposé	Sans opinion
Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux	65	27	90	6	4
Augmenter la transparence des marchés financiers	54	33	87	6	7
L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques	54	32	86	9	5
La réglementation des salaires dans le secteur financier	51	37	82	12	6
L'instauration d'une taxe sur les transactions financières	38	33	71	19	10

Dans le détail, les mesures adoptées ou proposées par l'Union, suite aux engagements du G20 et à l'initiative notamment du Commissaire en charge du marché intérieur et des services Michel Barnier¹ paraissent en phase avec les attentes de l'opinion européenne dans son ensemble et de l'opinion française en particulier.

2.2 ... aux côtés d'autres acteurs

Interrogés sur l'acteur le plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise, les Français placent en tête l'Union européenne (22%, sans changement depuis le printemps dernier), devant le Fonds monétaire international (+4), le G20 (+4) et le gouvernement (-2).

Les acteurs de sortie de crise

D'après vous, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

(En %)	Printemps 2009 EB 71	Automne 2009 EB 72	Printemps 2010 EB 73	Automne 2010 EB 74
L'Union européenne	16	15	22	22
Le Fonds monétaire international (FMI)	21	16	16	20
Le G20	22	23	14	18
Le Gouvernement français	12	19	19	17
Les États-Unis	18	11	6	5

Lorsqu'il s'agit de la réglementation et de la réforme du marché financier mondial, c'est le FMI qui est le plus largement cité (par 33% des répondants en France, contre

¹ http://ec.europa.eu/internal_market/finances/docs/leaflet/financial_services_fr.pdf

une moyenne européenne de 25%) devant le G20 (France : 22% ; moyenne UE : 20%) et l'Union européenne (France : 16% ; moyenne UE : 21%). Un certain nombre de sondés sont sans doute conscients que loin d'être en concurrence, ces différentes institutions travaillent de concert.

L'acteur le mieux placé pour réglementer et réformer le marché financier mondial

	Automne 2010
Le Fonds monétaire international (FMI)	33 %
Le G20	22 %
L'Union européenne	16 %
Les États-Unis	5 %
Le Gouvernement français	4 %

Si l'on peut remarquer le score relativement faible obtenu par le gouvernement national sur ces enjeux globaux, cela n'enlève rien au sentiment dominant (à hauteur de 82%) que **la France a besoin de réformes pour faire face au futur**. Cette opinion s'accompagne d'un corollaire important : 50% des Français ne sont pas prêts à réduire leur niveau de vie pour garantir celui des générations futures.

L'urgence des réformes

(En %)	D'accord	Pas d'accord	Sans opinion
La France a besoin de réformes pour faire face au futur	82	13	5
Nous devons faire des réformes qui bénéficieront aux générations futures même si cela signifie faire des sacrifices maintenant	72	25	3
Vous êtes prêt à réduire votre niveau de vie pour garantir celui des générations futures	46	50	4

3. Des jugements mitigés sur l'Union européenne mais une demande de plus d'Europe

3.1 Une stabilisation de la confiance dans les institutions européennes ...

	Automne 2009 EB 72	Printemps 2010 EB 73	Automne 2010 EB 74	Écart
Le gouvernement français				
Plutôt confiance	22	25	22	-3
Plutôt pas confiance	73	71	73	+2
Sans opinion	5	4	5	
L'Union européenne				
Plutôt confiance	42	39	39	=
Plutôt pas confiance	48	51	50	-1
Sans opinion	10	10	11	
Le Parlement européen				
Plutôt confiance	44	45	46	+1
Plutôt pas confiance	38	37	37	=
Sans opinion	18	18	17	
La Commission européenne				
Plutôt confiance	38	38	42	+4
Plutôt pas confiance	38	39	37	-2
Sans opinion	23	23	21	
Le Conseil de l'Union européenne				
Plutôt confiance	35	33	36	+3
Plutôt pas confiance	36	35	33	-2
Sans opinion	29	32	31	

Réalisé à la sortie des mouvements sociaux liés à la réforme des retraites et en plein remaniement ministériel, l'Eurobaromètre enregistre, à l'instar des baromètres nationaux des résultats très défavorables pour l'exécutif (22% de confiance dans le gouvernement). Pour sa part, le niveau de **confiance dans l'Union européenne dans son ensemble se stabilise** (39% de confiance, un résultat identique à celui enregistré en 2005 au moment du référendum sur le projet de traité constitutionnel et un niveau inférieur de quatre points à la moyenne de l'Union).

L'analyse des résultats montre la permanence du **clivage par catégorie sociale** : les indépendants, les cadres et les étudiants font majoritairement confiance à l'Union européenne, à l'inverse des ouvriers et des retraités. Il existe aussi un clivage générationnel, les moins de 40 ans faisant majoritairement confiance à l'Union européenne contrairement aux plus de 40 ans.

En revanche, la confiance dans les principales institutions de l'Union tend à progresser. C'est notamment le cas pour la **Commission européenne, dont la cote de confiance progresse de quatre points, à 42%**.

D'autres données confirment que les jugements sur l'Union européenne sont mitigés. Ainsi, 39% des Français déclarent aujourd'hui avoir une **image "neutre" de l'UE** (+6 points par rapport au printemps 2010), ce qui se traduit par un recul tant des perceptions positives (38%, -4) que des perceptions négatives (21%, -3).

De même, si **46% des Français considèrent que la France a bénéficié de son appartenance à l'UE** (-5 points depuis le printemps 2010), ils sont désormais 42% à exprimer un avis contraire (+7), une tendance qui s'explique probablement par la persistance des effets de la crise. Il faut en effet remonter à 1993-1994, période de crise économique et de forte poussée du chômage, pour retrouver des chiffres du même ordre (à l'époque, une courte majorité considérait même que la France n'avait pas bénéficié de son appartenance à l'Union).

3.2 ... et toujours le souhait de plus d'Europe

Le contexte économique a sans nul doute développé les doutes, notamment sur le rôle de l'euro, qui apparaît moins que par le passé comme représentant un bouclier face aux menaces. Déjà partagés à l'automne 2009 sur la puissance de la dimension protectrice de l'euro, les Français considèrent aujourd'hui pour près des deux tiers d'entre eux que **l'euro n'a pas atténué les effets de la crise économique**, exprimant ainsi, avec les Tchèques, les jugements les plus sévères.

Le rôle de l'euro dans la crise

(En %)	Automne 2009	Printemps 2010	Automne 2010	Ecart
L'euro a protégé des effets de la crise économique	42	40	29	- 11
L'euro n'a pas protégé des effets de la crise économique	48	49	64	+ 15
Sans opinion	10	11	7	

Toutefois, le principe même de la monnaie unique recueille l'assentiment de plus de deux Français sur trois et progresse nettement. De même, le soutien à une politique étrangère commune et à une politique de sécurité et de défense commune sont approuvées par de larges majorités (respectivement 61% et 77%) des répondants. On notera aussi que le soutien à de nouveaux élargissements, s'il reste nettement minoritaire, progresse de neuf points par rapport au semestre précédent.

Une demande de plus d'Europe

Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ?

	Printemps 2010 EB 73	Automne 2010 EB 74	Écart
Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro			
Pour	65	69	+ 4
Contre	31	26	
Sans opinion	4	5	
Une politique étrangère commune aux 27 États membres			
Pour	56	61	+ 5
Contre	35	30	
Sans opinion	9	9	
Une politique de sécurité et de défense commune des États membres			
Pour	82	77	- 5
Contre	13	16	
Sans opinion	5	7	
L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir			
Pour	26	35	+9
Contre	66	57	
Sans opinion	8	8	

Si la crise a pu donner l'impression d'ébranler l'unité des 27, elle n'a donc pas engendré de repli massif sur la dimension nationale ni entraîné un rejet de l'idée européenne qui conserve, aux yeux de l'opinion, toute sa légitimité.

Les résultats complets de cette enquête
sont disponibles sur le site de l'Eurobaromètre :

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb74/eb74_anx_full_fr.pdf

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 11 novembre et le 1^{er} décembre 2010, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 74 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE 74 couvre la population de 15 ans et plus – ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne – et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 74 a été conduit également dans les quatre pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et l'Islande) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABBR.	PAYS	INSTITUTS	NOMBRE D'INTERVIEW WS	DATES DE TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.003	11/11/2010	01/12/2010	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	12/11/2010	22/11/2010	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.024	12/11/2010	25/11/2010	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.049	11/11/2010	27/11/2010	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.609	12/11/2010	28/11/2010	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	12/11/2010	29/11/2010	916.000
IE	Irlande	MRBI	1.007	11/11/2010	25/11/2010	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	11/11/2010	25/11/2010	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.001	15/11/2010	28/11/2010	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.036	12/11/2010	29/11/2010	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.019	12/11/2010	24/11/2010	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	504	11/11/2010	28/11/2010	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.003	12/11/2010	28/11/2010	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.005	12/11/2010	28/11/2010	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	513	11/11/2010	27/11/2010	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.031	12/11/2010	28/11/2010	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	12/11/2010	27/11/2010	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.040	12/11/2010	27/11/2010	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.000	11/11/2010	28/11/2010	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	12/11/2010	28/11/2010	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.018	19/11/2010	29/11/2010	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.001	12/11/2010	25/11/2010	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.004	11/11/2010	28/11/2010	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.031	12/11/2010	28/11/2010	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.005	11/11/2010	29/11/2010	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.020	12/11/2010	30/11/2010	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.300	12/11/2010	30/11/2010	51.081.866
TOTAL EU27			26.723	11/11/2010	01/12/2010	406.834.359
IS	Islande	Capacent	501	12/11/2010	29/11/2010	252.277
CY(tcc)	Communauté turque chypriote	Kadem	500	12/11/2010	28/11/2010	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	12/11/2010	28/11/2010	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	11/11/2010	29/11/2010	52.728.513
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.056	13/11/2010	21/11/2010	1.678.404
TOTAL			30.780	11/11/2010	01/12/2010	465.386.179

Eurobaromètre Standard 74

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points